



## Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

S/17413  
21 août 1985

ORIGINAL : ANGLAIS, ARABE,  
CHINOIS, ESPAGNOL,  
FRANCAIS, RUSSE

### NOTE DU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE

A l'issue de consultations avec les membres du Conseil, le Président du Conseil de sécurité a fait, au nom du Conseil, la déclaration suivante à sa 2603ème séance tenue le 21 août 1985, dans le cadre de l'examen par le Conseil de la question intitulée "La question de l'Afrique du Sud" :

"Les membres du Conseil de sécurité, profondément alarmés par l'aggravation et la détérioration de la situation de la majorité noire opprimée d'Afrique du Sud depuis l'instauration de l'état d'urgence le 21 juillet 1985, expriment une fois de plus leur très vive préoccupation face à cette situation déplorable.

Les membres du Conseil condamnent le régime de Pretoria pour son refus persistant de tenir compte des appels répétés de la communauté internationale, y compris la résolution 569 du Conseil de sécurité en date du 26 juillet 1985, et en particulier de la demande formulée dans cette résolution pour que l'état d'urgence soit levé immédiatement.

Les membres du Conseil condamnent énergiquement la poursuite des tueries, ainsi que des arrestations et détentions massives et arbitraires auxquelles a procédé le gouvernement de Pretoria. Ils demandent une fois de plus au Gouvernement sud-africain de libérer immédiatement et sans condition tous les prisonniers et détenus politiques, et, en premier lieu, M. Nelson Mandela, dont le domicile a été récemment l'objet d'un incendie criminel.

Les membres du Conseil estiment qu'une solution juste et durable en Afrique du Sud doit être fondée sur l'élimination totale du système d'apartheid et sur l'instauration d'une société libre, unie et démocratique en Afrique du Sud. Sans l'adoption de mesures concrètes en vue de cette solution juste et durable en Afrique du Sud, toutes déclarations du régime de Pretoria ne peuvent constituer qu'une réaffirmation de son attachement à l'apartheid et mettre en relief son intransigeance obstinée face à l'opposition interne et internationale croissante au maintien de ce système politique et social totalement injustifié. A cet égard, ils expriment leur grave préoccupation devant les dernières déclarations du Président du régime de Pretoria."